



## Que disent les candidat.e.s sur la question du retour au péi ?

Dans le cadre des Régionales 2021, nous avons compilé les **propositions des candidat.e.s en lien avec la mobilité et le "retour au péi" des réunionnais**. Ce récapitulatif est basé sur les réponses écrites que certain.e.s candidat.e.s nous ont fait parvenir ou à défaut, sur les informations publiques que nous avons nous-même relevées (programme, presse, débats). Lorsque nous n'avons pu identifier aucune mesure relative à la mobilité & au retour, nous avons inscrit "non indiqué"



OLIVIER HOARAU

- Mettre en place des **aides au retour à travers le fonds de continuité territoriale**
- Faire le **lien entre besoins en compétences des entreprises et les Réunionnais formés** - par exemple par une plateforme numérique - mais également par un **accompagnement personnalisé**, en partenariat avec les associations, Pôle Emploi et les organismes de formation.
- Travailler, dès la fin du collège, sur **l'information et l'orientation des jeunes sur les filières d'avenir à fort potentiel pour le territoire**, comme le numérique, les métiers de la mer, le bâti tropical, l'énergie, la santé etc.
- Agir pour que l'expérience de mobilité se passe dans les meilleures conditions pour le plus grand nombre, en particulier ceux qui en ont le plus besoin : les personnes à faibles revenus, les jeunes qui vont passer des examens, les personnes malades ou accompagnants de proches malades.... **La mobilité inclut le retour, qui doit également être accompagné.**



CORINNE DE FLORE

Non indiqué



ERICKA BAREIGTS

- Relancer la continuité territoriale pour aider chacun de façon progressive en rapport à ses ressources, en limitant le prix des billets d'avion, et **pour accueillir à nouveau avec l'aide de l'Etat les Réunionnais de l'hexagone qui rentrent au pays.**
- Permettre **aux étudiants réunionnais de rentrer chaque année après leurs examens afin d'effectuer des stages dans des entreprises réunionnaises**
- Adopter une Charte partenariale du Recrutement Local avec les entreprises pour qu'à compétence requise la priorité soit l'embauche d'une personne résidant ici, **qu'elle facilite le retour de personnes de la diaspora** ou qu'elle permette la mise en formation d'un jeune réunionnais ici ou en mobilité.



DIDIER ROBERT

- Maintenir le dispositif de Continuité Territoriale, améliorer les aides avec le soutien de l'Europe et **rétablir le sens Métropole / Réunion**
- Retour des forces vives : mettre en place **une plateforme de relations entre les étudiants formés et les entreprises locales qui recrutent**
- **Pour la préférence régionale à l'emploi**, inscrite à l'article 73 de la Constitution



PATRICK LEBRETON

- Créer un **Campus universitaire de l'Océan Indien** tourné vers nos centres d'intérêts communs : santé, sport, énergies renouvelables, tourisme, biodiversité, ruralité
- Instituer un "**CNARM du retour**" dont le rôle sera de :
  - Favoriser le **retour sur le territoire des Réunionnais du dehors en fonction des possibilités d'emplois dans l'île**
  - Irriguer le territoire d'initiatives innovantes par le dispositif « Que dit le Monde ? » qui dotera nos porteurs d'idées d'une **bourse régionale d'immersion dans d'autres pays**
  - Organiser une **rencontre annuelle entre la diaspora réunionnaise et la population** afin de développer un réseau mondial



JOSEPH RIVIERE

Non indiqué



PHILIPPE CADET

- Faciliter le **retour au pays des Réunionnais qui le souhaitent**
- Créer une **structure régionale** chargée de **mettre en lien les Réunionnais de retour ou souhaitant revenir et les propriétaires qui ont des difficultés à louer leur logement**



VANESSA MIRANVILLE

- **Transformer le Guichet Jeunes de la Région en Réseau Jeunes** dont les missions, au-delà des seules missions d'accompagnement à la mobilité seraient élargies au soutien social, d'accompagnement à la recherche de logement, aux démarches administratives, à la recherche d'emploi, **et à l'aide aux retour, ce sur et hors du territoire réunionnais**
- **Créer un outil régional paritaire de prospective et d'anticipation socio-économique** chargé :
  - d'identifier par anticipation les besoins en emplois et compétences par filière et par métier;
  - d'observer les développements économiques des secteurs d'activité en identifiant les points de rupture, les secteurs émergents, les activités innovantes,
  - de mettre à disposition un **portail de données numériques (open data) multi sectorielles, permettant aux étudiant partis de se former en métropole ou à l'étranger d'anticiper leur retour et préparer leur insertion sur le territoire ou au sein de coopération extérieure**
- Créer, afin de rompre avec les réseaux et filières qui pénalisent le recrutement des réunionnais, **un label « Entreprise / Collectivité éthique » pour les organisations (entreprises et collectivités)** qui signent une charte d'engagement sur l'équité et la transparence de leurs recrutements avec contrôles aléatoires par une commission indépendante, et faire de ce label un critère positif dans l'attribution des marchés publics et des subventions aux entreprises
- Nous défendons avec vigueur la continuité territoriale mais nous voulons que l'Etat assume l'ensemble de ses compétences en la matière, comme il fait en Corse et **nous considérons que les conditions matérielles d'aide au retour rentrent dans le champ de celle-ci.**



JEAN PIERRE MARCHAU

Non indiqué



JEAN YVES PAYET

Non indiqué



HUGUETTE BELLO

- Pour les fonctionnaires : **renforcer la prise en compte des intérêts matériels et moraux concernant les mutations.** Selon les ministères, cette prise en compte ne se fait pas de la même façon. Nous demandons que les dispositions de prise en compte des intérêts matériels et moraux soient alignées sur les dispositions du ministère les plus favorables.
- Pour les non-fonctionnaires : **aider les associations ou les structures qui oeuvrent au retour des Réunionnais au pays.** Mais il faut aller plus loin. Nous nous rapprocherons de LADOM (l'Agence D'Outre-Mer pour la Mobilité) afin que puisse être **recréé une structure comme celle qui existait avec l'ANT pour accompagner les Réunionnais souhaitant rentrer au pays pour prendre un emploi ou créer une entreprise.**
- Faire de la **diaspora un élément d'influence pour faire rayonner La Réunion** Que chaque Réunionnais soit un **ambassadeur de son île**, qu'il fasse remonter les **opportunités d'affaires ou de coopération** pour La Réunion.
- **La politique de mobilité doit s'orienter aussi vers les pays voisins de l'Indianocéanie** pour une meilleure connaissance des peuples et pour le co-développement régional.

## KI SA NOU LÉ ?

Créée depuis 2020, l'association Réunionnais de retour au péi a pour objectif de faciliter le retour après une expérience de mobilité hors département. Nous sommes une association artisanale, composée de citoyens ayant vécu le retour et souhaitant agir pour le territoire.

Cela passe par la mise en place d'outils et d'actions afin d'établir un réseau répondant à une problématique concrète, celle de l'insertion et de la mise en valeur des compétences acquises tout au long de cette période de mobilité.

**Plus d'infos sur [www.retourpei.re](http://www.retourpei.re)**



- Facebook / LinkedIn : **Réunionnais de retour au péi**
- Instagram : **retour\_péi**